

Bernard KOKOLO et

Jean Claude BERI

<http://berijc.over-blog.com/>



DAC : developperautrementlecongo@gmail.com

Vendredi 12 mars 2010

CONGO-BRAZZAVILLE : LE TRIBALISME POLITIQUE, UN VIRUS A COMBATTRE.

« La tribalité n'est pas la cause, ni la solution du cynisme du tribalisme politique au Congo-Brazzaville »

« Une démocratie ne vaut et ne dure que si elle sait refondre constamment dans la communauté nationale l'individualisme qu'elle fait naître » (Jacques de Lacretelle)

Dans sa longue marche vers la démocratie, le **Congo** a fait avec regret l'expérience des conflits armés dont on s'interroge s'ils ne seraient pas l'une des causes du tribalisme ambiant qui prévaut au Congo actuellement ? Ayant pour point de départ l'ethnie, la tribu en tant que groupe social, qui se construit et se reconstruit dans les relations mutuelles, ces conflits se nourrissent des sentiments tel que le tribalisme, le régionalisme, le clanisme, le mépris de l'autre et surtout la manipulation érigée au rang d'idéologie politique.



Pourtant, tous les Congolais s'accordent à reconnaître que d'Ewo à Divénié et d'Impfondo à Madingou-Kayes que les tribus entre elles n'ont vraiment pas de mal à vivre

ensemble. Pourtant, le constat actuel nous pousse à s'interroger: Comment la **tribalité** est-elle devenue le sujet de crispation entre les congolais qui ont un sens profond de respectabilité dans les relations de cohabitation? Ou encore, ne serait-il pas justifié de dire que c'est le mal-être ou le mal de vivre des Congolais provoqué par les avatars négatifs actuels de la situation politique, économique et sociale qui favorise cette montée désastreuse du **tribalisme politique**? (entendu comme détournement d'une pensée idéologique à des fins égoïstes mesquins d'un groupe d'individu organisé en bandes qui prennent en otage une ethnie ou tribu)

TRIBALISME ET TRIBALITE

"J'ai entendu vos points de vue. Ils ne rencontrent pas les miens. La décision est prise à l'unanimité."



Pour aborder le problème du tribalisme politique, il me semble plus indiqué de commencer par marquer la différence fondamentale qui existe entre le mot « **tribalisme** » et celui de « **tribalité** » qui, en aucun cas, ne saurait véhiculer ni projeter une connotation péjorative d'autant plus qu'il ne désigne rien d'autre que l'appartenance d'un individu à une tribu, appartenance généalogique et géographique subie et non voulue ou choisie, mais prédéterminée par **le sort ou le destin** et qui par conséquent, ne saurait être considérée ni comme un privilège, ni un mérite ou encore moins un handicap. Personne ne choisit sa tribu, ses parents, son sexe, son pays, son teint, sa silhouette, sa taille... Personne ne choisit de naître, de ne pas naître, ni le lieu où il veut naître.

La tribalité est donc consubstantielle à la naissance, c'est-à-dire inexorablement liée à tous les hasards et contingences qui entourent la venue d'un individu au monde. Elle est génétique, congénitale et irréversible. Il ne s'agit pas carrément d'apprécier un tribalisme proche ou corollaire de la tribalité, c'est-à-dire la simple animosité ou opposition, le simple rejet ou antagonisme des individus ou des groupes tribaux du fait de ce qu'ils sont originaires de souches ethniques différentes. Il ne s'agirait là que des humeurs passagères ou d'une ordinaire pathologie de chauvinisme que le gène de la légendaire et séculaire hospitalité des Congolais entre eux

et envers les autres, à défaut de l'avoir totalement neutralisée, a suffisamment amollie, fragilisée et amputée.

Le tribalisme politique qui nous interpelle ici est bien plus virulent et ravageur. Il s'appréhende comme une doctrine, une idéologie ou une philosophie de haine et d'exclusion de l'autre ou des autres, tout aisément à cause de leur origine tribale, leur lieu de naissance, leur généalogie. Il s'agit donc d'un programme, d'un projet de société minutieusement conçu, scientifiquement élaboré et consciencieusement codifié et mis en œuvre pour atteindre un but clair ; le tribalisme politique est presque toujours fondé sur la croyance égoïste absurde selon laquelle sa tribu est « *éminente* » à celle des autres et est, de ce fait, plus apte à exercer le pouvoir politique dans toutes ses ramifications, à dominer sur les autres, à bénéficier et à jouir de privilèges sociaux exclusifs et autres de façon quasi-héréditaire.

C'est le mal dont souffre le Congo présentement entre autres et il montre, chiffres à l'appui, que pendant les 25 ans de son règne, **SASSOU NGUESSO** a toujours fait la part belle aux membres de sa tribu dans les nominations à des postes de responsabilités les plus importants dans le pays : « *Directeurs et Conseillers de la présidence de la République, Ministres, Directeurs Généraux de sociétés d'Etat, Généraux d'armée, Haut Commandement de l'Armée et Commandement de Zone Militaire, de la Gendarmerie et la Police Nationale, Directeurs du Cabinet Civil et du Cabinet Militaire de la Présidence, Recteurs et Doyens de l'Université Marien Ngouabi, Directeurs de Grandes Ecoles, Présidents de Conseil d'Administration de sociétés d'Etat, Ambassadeurs, etc.* »



C'est donc une organisation sociale et politique fondée sur l'appartenance des individus à des tribus, des ethnies, la même région ou des clans spécifiques, les mots clans, tribus et ethnies étant tous ici presque synonymes puisque se rapportant à des groupes liés entre eux par une certaine consanguinité. C'est l'exacerbation des différences entre les groupes tribaux et l'instrumentalisation de celles-

ci pour combattre des rivaux en vue de conquérir et/ou conserver le pouvoir politique.

Le tribalisme politique est donc un narcissisme qui conduit au culte névrotique de *sa tribu* et à la poursuite trop exclusive de son développement. Il peut, lorsque poussé à l'extrême, déboucher sur la volonté d'assujettir, d'asservir, d'anéantir ou d'éliminer les autres. Au tréfonds de chaque tribaliste politique, il y a une volonté latente et incompressible d'extermination des autres ou d'épuration ethnique constamment aux aguets, n'attendant que le moindre déclic pour se mettre en branle. Les Congolais ont en mémoire ces paroles prononcées par un proche de **SASSOU NGUESSO** : «... **même les Tékés veulent commander ce pays...**

C'est pourquoi les moindres malentendus et animosités ethniques sont exploités, exacerbés, et tournent le plus souvent en hostilités, en affrontements et en atrocités qui auraient pu facilement basculer et dégénérer en guerres civiles ou d'épuration ethniques si les manipulateurs de l'ombre, une fois leurs objectifs atteints, n'actionnaient l'interrupteur qu'ils manipulent au gré de leurs intérêts. En effet, le tribalisme politique date de l'époque coloniale. Il a été simplement réadapté aux couleurs et aux réalités locales et appliqué avec beaucoup plus de dextérité, de cynisme et de brutalité par les différents sous-traitants de la francafrique pour gouverner *(nous abrutir ?)* en leur lieu et place.

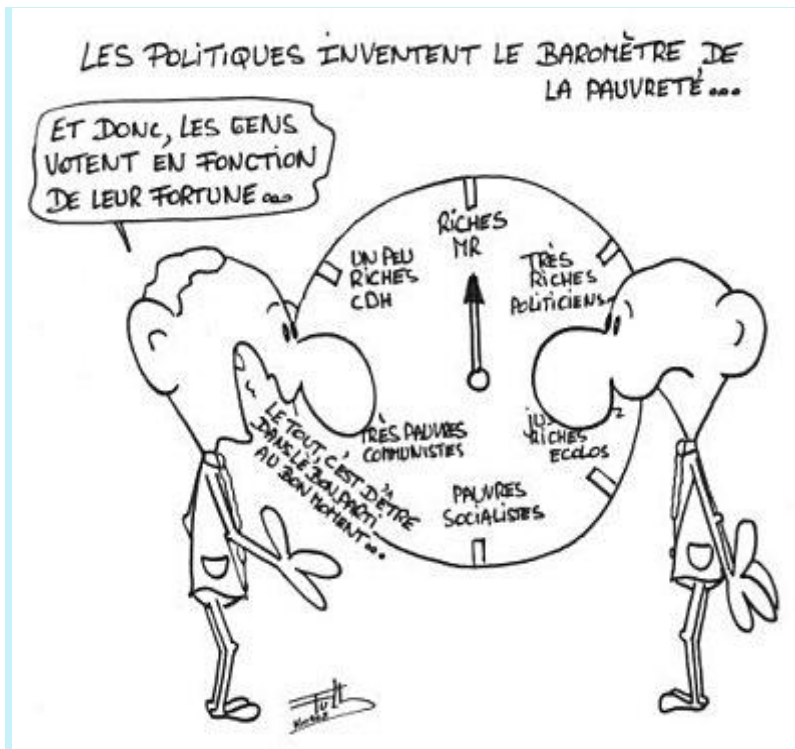
« *Diviser pour mieux régner* » est la stratégie infallible que le Français LYAUTEY a inoculée aux dirigeants néocoloniaux. Quand, faisant semblant de partir, il se dissimulait derrière le rideau pour mieux surveiller la scène des horreurs ainsi programmées. C'est un endoctrinement empreint d'une cruauté, d'un réalisme et d'un cynisme politiques des plus machiavéliques : « *S'il y a des mœurs et des coutumes à respecter chez nos colonisés, il y a également des haines et des rivalités qu'il faut démêler et utiliser à notre profit, en les opposant les unes aux autres, et en nous appuyant sur les unes pour mieux vaincre les autres* ». Avec une telle clarté, nos dirigeants du Congo n'ont eu qu'à remplacer « *colonisés* » par « *gouvernés* » et la recette polyvalente pouvait maintenant être utilisée à toutes les sauces auxquelles les Congolais devaient être croqués!

Pour « *opposer les tribus les unes aux autres et s'appuyer sur les unes pour mieux vaincre les autres* », il suffit de choisir ses alliés du moment et d'indiquer les autres à leur vindicte en les présentant comme des « *Infiltrés* ». L'infiltré n'est jamais un invité ; Il est et reste toujours un intrus, un suspect, un parasite, un indésiré, un envahisseur, un prédateur et un usurpateur qu'il faut combattre, mettre en quarantaine ou renvoyer à sa



terre d'origine.

Depuis 1959, les graines du tribalisme semées par les colons et leurs semblables ont germé et, comme toutes les mauvaises herbes, ont envahi tous les secteurs de la vie sociale et politique du **Congo**. Beaucoup de tribus sont aujourd'hui en train de goûter aux fruits amers que ces plantes vénéneuses ont produits. Les contradictions politiques au **Congo** se sont toujours réglées par une violence des plus extrêmes et les exécutions politiques sont devenues un moyen de gestion politique du pouvoir. La violence a été élevée depuis l'indépendance en méthode de gouvernement, qui a coûté la vie à des milliers de Congolais ; les victimes politiques les plus connues se nomment Pouabou, Matsokota, Kinganga, Ange Diawara, Ikoko, Pierre Anga, Kimbouala-Nkaya, Massamba Débat, Marien Nguabi, Cardinal Emile Biayenda, Kikadidi, Doudi-Ganga et autres... De même, on pouvait noter des emprisonnements sans jugement : Yhombi Opango, Bernard Kolelas, Tchystère Tchikaya et autres ont tristement subi ce système de gestion politique.



De même, 1993, 1994, 1997, 1998 et 2002 sont marqués par des tragédies politiques : assassinats, biens pillés, maisons incendiées, exil politique et des Congolais brutalement « rapatriés » à l'intérieur de leur propre pays. Puis l'insécurité s'est installée à Brazzaville et dans la partie Sud du pays jusqu'en 2009. Ainsi, dans tout le pays, pour être efficace, le tribalisme politique sait toujours vibrer sur la même longueur d'ondes !

C'est surtout sur le terrain de l'accès à la propriété foncière, et, incidemment, sur la liberté du commerce, que se cristallise les humiliations d'autres Congolais. Devons-nous parler du CFCO qui a été paralysé et bien d'autres sociétés d'Etat et privées. Que dire de ce ministre des affaires foncières et du domaine public qui a pris la décision de démolir les maisons à **Pointe-Noire** le long du littoral et est resté apathique face à l'occupation à **Brazzaville** du domaine foncier du CFCO, des PTT et de la RNTP ? Le pouvoir politique seul tire profit de cet immobilisme de l'occupation anarchique du domaine public. Pourquoi le gouvernement ne restitue-t-il pas à la famille de Fulbert Youlou l'hôtel Olympic Palace ? Pourquoi le gouvernement s'obstine à ne pas céder la gestion de l'hôtel Mbou Mvoumvou à la famille Ebina ? Comment ne pas s'offusquer à écouter l'actuel Directeur Général de la Police Nationale, nommé à ce poste depuis 13 ans (1997-2010) chaque fois qu'il s'adresse aux collaborateurs, dire : « **Ma Police Nationale à Moi** ». Certains Congolais ont vu leur droit de propriété exproprié sur une base non juridique, mais purement tribale. Dans certains cas, ces individus ont ouvert un chantier sur la parcelle ainsi squattée, sans que la police et la justice, pourtant alertées, n'interviennent. Dans d'autres cas, on a expulsé le propriétaire légitime à

coups de fusils sans procès et sans aucune indemnisation.



Dans le domaine des affaires, le tribalisme politique s'étale en octroyant des licences d'exploitation des radios et télévisions privées. ***on a vu des autorités administratives, par des manœuvres souterraines, organiser le boycott des produits d'entrepreneurs congolais ou pousser certains nationaux à la faillite et à l'abandon par des intimidations et harcèlement insupportables ou des redressements fiscaux injustifiés afin de les remplacer par des Libanais, des Français, des Chinois et autres Etrangers auxquels elles accordaient de larges franchises et exonérations en tous genres.***

Au Congo, le tribalisme politique traque ses cibles même au-delà de nos frontières. Même la présence des Congolais dans des Institutions Internationales n'échappe pas à ses coups de boutoirs. On peut constater ***le déséquilibre dans la représentation du Congo au sein des organisations internationales, représentation assurée essentiellement par les ressortissants de la tribu, de l'ethnie et du clan du chef de l'Etat. Certes, certains compatriotes ont trouvé pour la plupart leurs emplois sans appui du gouvernement congolais, uniquement en raison de leurs compétences et de leur activisme.***

C'est dans cet optique que le **Congo** préfère perdre des postes importants dans des organismes internationaux que d'y être représentés par des fonctionnaires compétents qui ne sont pas originaires de « ***la bonne aire géographique*** », même si ceux-ci n'ont pas bénéficié de l'appui de leur pays

pour y parvenir. Voilà le genre de coups fourrés que la plupart de hauts fonctionnaires congolais subissent régulièrement de leur propre gouvernement dans les couloirs de la diplomatie internationale

Notre souhait est de définir dès à présent une politique systématique de placement à l'avenir dans les organisations internationales, des ressortissants d'autres régions qui ont toujours démontré leur adhésion aux idéaux de République.

LES MAUX DONT SOUFFRE LE PAYS

Depuis le retour à **Brazzaville** du **Pasteur Frédéric Ntoumi**, la situation politique dans l'ensemble du pays paraît calme en apparence mais la démocratie est en panne selon l'opposition. Mais il y a dans l'air un climat de haine et de frayeur moisie que nul ne peut décrire. Le tribalisme jadis encore latent s'est institutionnalisé à la limite et tous les Congolais ont l'air de s'en accommoder. La corruption, longtemps décriée par la société civile et la communauté internationale, s'est occultée et est devenue une pratique quasi morale. Les malversations dans l'administration de l'Etat se sont aggravées à tel point que tous les Congolais ne rêvent que d'occuper un poste de responsabilité administrative, ne serait-ce que l'espace d'une



journée.

Pour aller jusqu'au bout de sa logique de tribalisme politique, **SASSOU NGUESSO** a mis sur pied le monstre qu'on appellera ici la politique de

l'équilibre régionale, régional n'étant ici qu'un synonyme démagogique de tribal. Cette absurdité date depuis 1960, année de l'indépendance politique. C'est ainsi que ***l'Unité nationale au Congo-Brazzaville n'est que dynamique consensuelle ou projet hégémonique*** qui désigne l'équilibre régional qu'un homme politique a cyniquement appelé « ***trafic vicieux de la diversité ethnique et du déséquilibre régional*** » !

L'équilibre régional est certes une jurisprudence non écrite. Toutefois, la gestion ethnique du **Congo** en définissant, sur une base tribale et arbitraire, le nombre de places réservées à chaque tribu aux différents avancements et concours d'accès aux Grandes Ecoles et par conséquent de recrutement à la Fonction Publique, à l'Armée et à la Police Nationale pèse énormément sur l'ambition d'une vraie nation unitaire. Les quotas attribués aux tribus ne correspondent ni à leur poids démographique, ni à leurs valeurs intrinsèques, ni au poids de leur contribution au développement. Le plus grave, c'est que cette politique totalement inique a résisté au temps et aujourd'hui, elle semble plus que jamais à l'ordre du jour. Elle a fait dire du **Congo-Brazzaville** qu'il était l'habit d'Arlequin ou une république ethnique, un barbarisme d'autant mieux toléré que pour décrire des maux barbares, il faut recourir aux mots tout aussi barbares pour en donner une définition adéquate. ***L'équilibre régional est une politique de nivellement par le bas et de promotion de la médiocrité qui exacerbe la conscience tribale entre les Congolais et entre les membres de chaque groupe tribal*** : il fausse le caractère national des promotions et des concours et oppose les gens de la même tribu, puisque la compétition ne se joue plus qu'entre les candidats issus du même groupe tribal, quel que soit leur nombre, leurs moyennes obtenues, leur résidence et leur ancienneté à cet endroit. Il favorise les replis et les revendications identitaires qui peuvent aller jusqu'aux irrédentismes et crée la haine et la zizanie dans les familles, chacun considérant désormais son propre frère ou sa propre sœur comme un obstacle à sa réussite et à ses réalisations personnelles. C'est ce qui explique les haines mortelles qui sont déplorées entre les élites de la même région. Chacun voudrait éliminer ses potentiels concurrents, fussent-ils membres de sa propre famille, et rester le seul choix possible, que dis-je, le seul miracle en cas de recrutement ou de nomination.

L'équilibre régional consacre le partage comme fondement de la coexistence pacifique, oubliant d'une part le paramètre du mérite et de la production (***du rendement***) et d'autre part, que le partage n'est possible que s'il existe quelque chose à partager. Le **Congo** n'est plus alors considéré comme un devenir commun à construire, mais un éléphant à dépecer et à partager. Les Congolais deviennent ainsi des citoyens à la nationalité

douteuse et transitoire, se battant seulement sur le chantier du partage et non de la production et de la construction et toujours prêts à émigrer lorsqu'il n'y aura plus rien à partager. C'est cette conception qui fait croire que le Congolais qui détient une parcelle de pouvoir, aussi petite soit-elle, est *l'ambassadeur de la tribu à la mangeoire* et ne devrait mettre les fonds publics qu'au service des siens. Le Ministre, le Directeur, le Chef de service etc. ne sont plus des fonctionnaires au service de la nation mais à celui de la tribu ou de la région. Pour chaque tribu ou ethnies le Congolais est à la fois *la proie ou le prédateur*. Le patriotisme, entendu comme l'amour de la patrie et concrétisé par le désir et la volonté de se dévouer et de se sacrifier pour la développer et la défendre en particulier contre les attaques armées s'effrite, s'amenuise, s'estompe et disparaît même, chacun ne donnant en retour au pays que proportionnellement à ce qu'il en reçoit. D'ailleurs, le phénomène des dynasties administratives qui sont en train de se mettre en place, ajouté au *droit de cuissage et des promotions canapés* et à la vente à des prix astronomiques des concours et des recrutements, fait que les quotas tribaux officiels ne sont même plus respectés, ce qui exacerbe encore plus les frustrations et le rejet du régime en place.

On a vu des familles entières entrer à l'ENAM et à d'autres grandes écoles qui s'ouvrent directement sur le travail et l'enrichissement rapide et illicite afin de remplacer les parents au bord de la retraite ou au soir de leur vie. L'équilibre régional, qui en fait n'équilibre pas les régions, mais certains congolais et certaines familles, empêche la mobilité sociale, perpétue ainsi les inégalités et les transmet de génération en génération. Le fait par exemple d'enlever Albert pour le remplacer par Martine du même village et de la même région, n'ajoute ni au village ni à la région un nouvel équipement susceptible d'améliorer le quotidien des populations précarisées : une route, un dispensaire, une école, etc.

***LA COMPETENCE ET L'EDUCATION, UNE ARME CONTRE
LE TRIBALISME***



Pour avoir un sens, l'équilibre régional doit d'abord miser sur le mérite et les compétences pour maximiser la production afin d'envisager et de faciliter la redistribution. Ensuite, il doit procurer à tous les Congolais les moyens nécessaires leur permettant de se battre d'égal à égal sur tous les terrains. Ceci passe par la réhabilitation de l'émulation et au développement harmonieux et équitable de toutes les régions, de manière à limiter ou à endiguer l'exode rural et à faire que chaque fonctionnaire soit fier d'aller partout où il est affecté parce que le confort et le minimum vitaux l'y attendent. ***Quoi qu'il en soit, la revendication de la justice pour soi ne peut en aucun cas être fondée sur l'injustice envers les autres, tout comme sa survie à soi ne doit pas être nécessairement conditionnée par la mort des autres.*** C'est le tort des tenants de l'équilibre régional qui veulent justifier qu'en refusant un candidat qui a 18/20 pour admettre un autre qui a 08/20, ou en prenant un titulaire du BEPC ou du BAC là où on exige la licence pour répondre au respect des quota tribaux est un acte de justice et d'équité. Cette pratique, depuis qu'elle existe, n'a pas permis aux bénéficiaires de se battre pour sortir de l'ornière et se placer, de leurs propres forces, au-dessus du lot. Au contraire, ils n'ont été confortés que dans leur revendication de la place d'éternels assistés, qui est réservée aux « sous-hommes ou aux handicapés ». Si la manne tombait du ciel tous les jours, personne ne se tuerait au travail en cherchant à manger son pain à la sueur de son front !

Pourquoi tient-on à faire injure à certains de nos compatriotes en les



présentant comme des tarés, des handicapés physiques, sensoriels ou mentaux et en ternissant la fierté et l'honneur de ceux de ces tribus qui réussissent par eux-mêmes ? Recruter de faux ingénieurs, de faux médecins, de faux enseignants, etc. pour faire honneur à des tribus peut se révéler plus tard comme un crime contre la nation.

Avec tout ce qui précède, nul ne peut prétendre qu'au Congo-Brazzaville, le tribalisme politique n'est pas pratiqué jusqu'à la caricature. Lors des élections, **Mr. SASSOU NGUESSO** ne concède quelques sièges aux partis d'opposition que dans les régions de naissance de leurs leaders respectifs et ce n'est pas une surprise si ces derniers ne réussissent jamais à présenter des listes ni à battre campagne dans les régions qui sont considérées à tort ou à raison comme les fiefs du **PCT-RMP, du MCDDI....** On a même vu le **FPOC** (Front des Partis de l'Opposition Congolaise) interdit de meeting à **Pointe-Noire** et à **Brazzaville**, le préfet n'a pas eu à s'expliquer. Les portefeuilles ministériels et autres qui leur avaient été concédés n'ont été attribués qu'aux ressortissants de leurs tribus respectives.

Les memoranda qui fleurissent ces derniers temps et auxquels Mr SASSOU fait suite, montrent que le pays est en lambeaux, que la république disparaît et que la tribu triomphe. Malgré la nullité du mandat impératif, à l'Assemblée Nationale, les députés ne se battent que pour des avantages exclusifs à leur tribu. Aviez-vous vu le député de Nkayi aller offrir une

ambulance, des table-bancs ou des médicaments à Mossaka ? A problème politique, solution politique ? Oui, mais au **Congo** le tribalisme politique n'est pas un problème. C'est plutôt une solution, puisque nous venons de démontrer qu'il s'agit d'un programme politique et d'un projet de société qui conviennent parfaitement au régime de **SASSOU NGUESSO** qui se présente comme un champion du clientélisme politique. Lorsque des gens s'appuient sur la corruption, la manipulation, l'exploitation et l'instrumentalisation des tribus pour accéder et se maintenir au pouvoir, on ne peut pas s'attendre qu'avec eux, le fait ethnique ne prenne pas le pas sur le fait idéologique, ou plutôt, que leur idéologie soit autre chose que l'exacerbation du tribalisme et non le fait de réussite ou d'ascension sociale. Le tribalisme politique se nourrit essentiellement de cooptations et de décrets. **Le jour où les Congolais auront des dirigeants choisis à travers des élections véritablement équitables et transparentes, où ils auront eux-mêmes choisi la forme de l'Etat qui leur convient, une large décentralisation politique et économique**, ils pourront détribaliser leur citoyenneté et se libérer du joug du tribalisme politique et de celui des dirigeants inextricablement empêtrés dans les contradictions de l'Etat Unitaire qu'ils prêchent du bout des lèvres et des actes de discrimination ethnique. Le tribalisme politique s'apparente à la discrimination positive avec des postes réservés aux Congolais de la même tribu ou région. Ce concept est certes cynique mais serait moins humiliant si les « promus » permettaient au pays de se mouvoir vers le progrès social à l'instar des pays comme le Maroc ou ceux du Moyen-Orient qui sont dirigés par des familles princières. Or au Congo, la paupérisation est éloquent, qui en plus est un PPTE avec un niveau économique négatif. Ceux qui sont promus sont souvent moins compétents que ceux qui sont ignorés par le pouvoir politique.

*Ainsi, implorer un débat sur la **tribalité** ou **l'ethnicité** au **Congo-Brazzaville**, c'est demander à aller célébrer une messe **des aigris** du pouvoir politique de **SASSOU NGUESSO**, souhaiter une présidence tournante ; c'est ouvrir une boîte de Pandore et se tromper de cible en bottant en touche les maux réels qui gangrènent l'épanouissement et le développement du pays, à savoir : **l'incompétence, le laxisme, la mauvaise gestion, la mauvaise planification économique et le manque de dévouement de l'intérêt général, absence de décentralisation politique et économique, faiblesse des institutions nationales de contrôle et de sanctions, l'absence d'élection libre et transparente.***

Bernard KOKOLO et

Jean Claude BERI

<http://berijc.over-blog.com/>

DAC : developperautrementlecongo@gmail.com